

sur une responsabilité partagée des Américains et des Soviétiques en cas de conflit; en 1961, 31 p. 100 avaient choisi cette option.

Aux yeux de la plupart des Canadiens et Canadiennes, c'est l'acquisition d'armes nucléaires par des petits pays ou un conflit régional, le plus probablement au Moyen-Orient, qui constituent la plus grave menace militaire, ce que montraient déjà les sondages précédents de l'Institut. C'est pourquoi nombre de nos concitoyens n'auraient pas été surpris qu'une guerre éclate dans le golfe Persique.

Quand on leur avait demandé l'an dernier, un mois avant la chute du Mur de Berlin, si la Guerre froide était terminée, peu de Canadiens (6 p. 100) avaient répondu par l'affirmative. Après une année de bouleversements en Europe de l'Est, un plus grand nombre d'entre eux (21 p. 100) sont optimistes à ce sujet, mais la plupart restent prudents. Deux tiers (66 p. 100) déclarent que la Guerre froide s'estompe mais qu'elle n'est pas finie, et beaucoup refusent encore de se réjouir de sa fin. Seule une petite minorité (14 p. 100) est persuadée que les pays occidentaux ou capitalistes ont «gagné» la Guerre froide. (En 1989, ils étaient 5 p. 100). La plupart (47 p. 100) pensent toujours que, dans une certaine mesure, les deux côtés ont gagné.

Logiquement, la proportion des Canadiens et Canadiennes qui s'attendent maintenant à une coopération accrue entre grands pays à l'avenir a légèrement augmenté depuis l'an dernier, puisqu'elle est passée de 66 p. 100 à 72 p. 100. Le nombre des personnes qui ne prévoient aucun changement a diminué de 23 p. 100 à 13 p. 100. Quant à ceux qui s'attendent à moins de coopération, ils sont presque aussi nombreux qu'en 1989 (14 p. 100 contre 12 p. 100).

Que faire de l'OTAN ?

Les préoccupations intérieures de ces derniers mois (l'Accord du lac Meech, l'avenir du Québec, les revendications territoriales des autochtones et les barrages qu'ils ont dressés, la taxe sur les produits et services) ont laissé peu de loisir à la population canadienne pour débattre des affaires internationales, ce qui signifie, notamment, qu'elle n'a pas encore discuté de l'incidence de la révolution est-européenne et de la fin du Pacte de Varsovie sur l'avenir